

Pour une participation au débat politique, sur les questions d'ici et là-bas

1. Les candidats proposent ici et aux pays de rencontrer la population. Quel est l'enjeu ?

Leur présence pendant la campagne électorale :

- Nicolas Sarkozy aux Antilles, jeudi 22 et vendredi 23 mars
- François Bayrou à La Réunion et à Mayotte, vendredi 23 et samedi 24 mars ; En Guadeloupe, en Martinique et en Guyane, du 30 mars au 1er avril.
- Ségolène Royal aux Antilles du 25 au 28 janvier. Elle était à La Réunion fin septembre 2006.
- Visites aux « grandes figures » censées avoir une influence sur le vote de leurs concitoyens. C'est le cas d'Aimé Césaire, à la Martinique, que Nicolas Sarkozy avait rencontré en mars 2006 et Ségolène Royal en janvier 2007. A La Réunion, Paul Vergès, fondateur du Parti communiste réunionnais, avait accueilli Nicolas Sarkozy, au mois de février

Les enjeux :

- ❑ 1.3 millions d'électeurs Outre-mer
- ❑ Dans un scrutin serré, les électeurs ultramarins pourraient, en théorie (3 à 4%), jouer un rôle non négligeable¹ :
 - 1974 : le mythe a couru que Valéry Giscard d'Estaing était sorti vainqueur à l'arraché de son duel avec François Mitterrand grâce aux voix des DOM-TOM; En réalité, l'issue du scrutin s'est jouée dans l'hexagone.
 - 1995 : les voix d'outre-mer affichent leur propre orientation, de façon très prononcée, et, en votant à l'inverse de la « Métropole », accordent une très nette victoire locale à Jospin²
 - 2004 : vote sanction à l'égard de la droite dans les 4 régions d'outre-mer à l'unisson de la France Hexagonale, bien que la Guadeloupe ait été présidée par une figure de la Chiraquie, Lucette Michaux-Chevry
- ❑ Les visites en outre-mer sont l'occasion d'envoyer des messages en direction du « 5eme DOM » i.e « des ultramarins installés en Métropole » sur les thèmes de :
 - La mémoire de l'esclavage et la France métissée (Ségolène Royale)
 - « L'outre-mer avec Sarko »

¹ Le journal Le Monde samedi 24 mars 2007 p. 11 intitulé « les candidats courtisent l'outre-mer, possible arbitre d'un scrutin serré »

² Editorial du journal Le Monde du samedi 24 mars 2007 page 2 intitulé « l'enjeu del'outr-mer »

Pour une participation au débat politique, sur les questions d'ici et là-bas

Les représentants « ultramarins » :

- Patrick Karam (Collectifdom) pour Sarkozy
- Aimé Césaire président d'honneur du comité de soutien de la candidature socialiste
- En Polynésie, les indépendantistes soutiennent Ségolène Royale

2. Pourtant, la mobilisation de la communauté en France reste tiède. Ou du moins catégorielle.

Les revendications, malgré leur grand mérite, restent catégorielles.

Les revendications,

- Mémoire des victimes de l'esclavage colonial
- Continuité territoriale
- Lutte contre les discriminations
- Citoyenneté

Leur caractère segmenté,

- A caractère mémoriel (Comité Marche du 23 mai → date nationale à la mémoire des victimes de l'esclavage colonial)
- A caractère sectoriel (Collectifdom → continuité territoriale)
- Récemment, à caractère environnemental (Collectifdom → Pla Marshall pour l'environnement en outre-mer)

3. Or, les Antillais présents en France ne s'expriment pas sur les revendications communes ...

- De type économique
 - Protection des services publics, qui intéressent pourtant un grand nombre d'entre nous.
 - Lutte contre la précarité et les bas salaires qui nous concernent, nous, et nos enfants particulièrement touchés par le chômage.
- De type social
 - Politique du logement ...

.... Qui viendraient appuyer les revendications de la population française.

Pour une participation au débat politique, sur les questions d'ici et là-bas

4. De même, ils s'excluent des débats concernant le développement de leur pays d'origine

Notamment des questions

- d'évolution institutionnelle,
- de développement économique (avenir de la banane, développement de l'emploi local,...)
- de politique énergétique (préparation de l'après-pétrole)
- de protection de l'environnement (arrêt de l'utilisation du chlordécone et des multiples pesticides, gestion des déchets,...)

Alors que, compte tenu

- des difficultés d'insertion dans la société française (discriminations, chômage,...),
- de l'espoir nourri du « retour au pays »,

La communauté antillaise en France a tout intérêt à soutenir les revendications tendant à rendre les pays d'origine acteurs de leur propre développement.

D'autant que,

- ❑ Les difficultés économiques favorisent l'émigration
- ❑ Un pouvoir fort est mieux à même de soutenir les revendications de sa diaspora

Face à ce constat,

Alourdi par le peu d'organisation et de représentativité de la communauté antillaise en France

- Qui appuie les revendications de notre communauté ?
- Qui fait le lien avec les revendications locales ?
- Qui revendique la place de l'identité martiniquaise (Histoire, créole,...) ?

- Première exigence** : Se positionner sur tous les terrains de revendications. La communauté présente en France doit réfléchir comme les autres, à une prise en compte de la globalité de ses attentes
- Deuxième exigence**. Occuper le champ politique. La question politique ne doit pas être seulement laissée aux hommes politiques français...ou à leurs porte-voix. Construire ou reconnaître un pôle représentatif (élu ? inter associatif ?) à même de prendre en charge l'expression de nos attentes, en toute indépendance et sans mandat de partis politiques.